

Crise de l'autorité : reconstruire la promesse scolaire

Philippe Meirieu,

Professeur à l'université LUMIERE-Lyon 2

Vice-président de la région Rhône-Alpes délégué à la Formation tout au long de la vie
(vient de publier *Un pédagogue dans la Cité – Conversation avec Luc Cédelle*, éditions DDB)

La question de l'autorité en éducation, et, particulièrement dans le système scolaire, fait, à nouveau, son entrée dans la campagne électorale. Comme il y a cinq ans, Nicolas Sarkozy et son entourage fustigent l'héritage de Mai 68, dans lequel ils voient l'origine de tous nos maux... tandis que Marine Le Pen, dans son sillage, mobilise les lieux communs les plus éculés pour stigmatiser les pédagogues et la pédagogie, qui auraient, à ses yeux, aboli toute exigence, sacrifié la culture au profit de l'animation socioculturelle, détruit toute forme de civilité au prétexte de « formation à la citoyenneté » et, finalement, livré notre Ecole à la tyrannie de petits caïds qu'on imagine facilement basanés...

Même si l'on rougit de formuler une telle évidence, il faut quand même rappeler que l'injonction à l'autorité n'a jamais eu le moindre effet ! On peut toujours dire à des parents ou à des professeurs : « *Soyez autoritaire ! Faites vous respecter !* »... Comme ils ne demandent pas mieux et tentent désespérément d'y parvenir, ils écoutent ce discours avec un extrême scepticisme, et, de crainte de passer pour un affreux « laxiste » ou un abominable incompetent, hésitent à poser aux donneurs de leçons la question qui les taraude : « *Mais expliquez moi donc comment faire !* ».

Est-il vraiment possible, aujourd'hui, d'exercer, dans la classe, une autorité qui impose aux élèves de surseoir à leurs pulsions quand, toute la société, autour d'eux, leur susurre en permanence : « *Fais ton caprice ! Demande, exige, consomme... cela fait marcher le commerce !* » ? Comment notre société peut-elle demander aux enseignants de mettre leurs élèves au travail chaque matin quand elle laisse se développer sans aucun contrôle, avant l'école, des programmes télévisés à destination des enfants, constitués de dessins animés régis par la surenchère de la violence et entrelardés de publicités toutes plus racoleuses les unes que les autres ? Comment exiger un minimum de civilité et d'écoute respectueuse de la part de nos enfants dans les institutions publiques quand la dérision et la violence verbale sont devenus le mode d'expression dominant des adultes ? Comment croire qu'il suffit de décréter que la classe est un espace de respect réciproque régi par la recherche de l'exactitude et de la vérité, quand, nos enfants sont impliqués, en permanence, dans les rapports de force des adultes, que certains arrivent en classe en situation de souffrance psychologique lourde, que d'autres portent avec eux la destitution sociale

dont sont victimes leurs parents et que beaucoup sont pétris de soucis qu'ils ne sont pas psychiquement capables de porter ?

Nous ne ferons donc pas l'économie d'une réflexion et d'une action collectives sur le statut de l'enfant aujourd'hui. Il est temps de relire sérieusement la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, signée par notre pays il y a plus de vingt ans, et de se demander comment nous pouvons rendre notre société moins toxique pour nos enfants... en garantissant à chacune et à chacun l'environnement naturel, matériel, social, scolaire, mais aussi médiatique, nécessaire au développement d'un être inachevé et, donc, fragile. Comment accepter que nos enfants soient aujourd'hui traités comme des « cœurs de cible » ? Comment les libérer de l'autorité des marques et de la tyrannie de l'injonction consummatoire ? Comment leur garantir un rythme et des conditions de vie équilibrés ? Notre pays s'honorerait, après avoir supprimé le « Défenseur des enfants », de mettre en place une autorité indépendante et pluraliste chargée de garantir les droits de l'enfant et, en particulier, le premier d'entre eux, le droit à l'éducation. Sans la mise en place d'une telle « autorité », tous nos efforts pour restaurer « l'autorité en éducation » seront dérisoires et resteront des gesticulations inefficaces et inutiles.

Reconstruire la promesse sociale de l'École

En ce qui concerne notre institution scolaire en particulier, comment continuer à fonder l'autorité des enseignants sur le traditionnel « Travaille et tu réussiras ! » quand leurs élèves baignent dans un climat de fascination générale pour les succès faciles, constatent la sympathie tacite dont bénéficient les escrocs impunis, et observent, très trivialement, que le dealer de quartier gagne plus que le professeur, le trader plus qu'un chercheur, le bonimenteur médiatique infiniment plus que n'importe quel travailleur, fut-il considérablement diplômé par l'École qui, justement, lui répète à satiété de « travailler pour préparer son avenir » ? On ne dit pas assez que notre société, qui n'a que le mot « mérite » à la bouche, a totalement démonétisé l'effort qu'elle exige de ses enfants... Car, étonnement, Bourdieu a de plus en plus raison : l'école reproduit plus que jamais les inégalités sociales et nos enfants le savent, au point que « travailler pour réussir » n'est plus aujourd'hui qu'une fiction utile qui fait tenir – bien fragilement d'ailleurs ! – notre institution scolaire tout en permettant aux adultes de proférer quelques beaux discours rassurants mais auxquels personne ne croit plus vraiment.

C'est qu'en réalité, *la promesse sociale de l'École*, sur laquelle était fondée l'autorité des enseignants, s'est effondrée. L'« École de la République » pouvait, jadis, exhiber quelques réussites sociales exemplaires – Georges Pompidou, petit-fils d'agriculteur, fils d'instituteur, devenu président de la République – et en faire des mythes fondateurs de l'espérance collective. Mais les mythes d'hier ne sont plus que folklore aujourd'hui : décorations murales ou succès de librairie, ils nourrissent la nostalgie du « bon vieux temps », sans trouver le moindre crédit auprès de la population. Quant aux « internats d'excellence » et autres dispositifs de « promotion des élites », ils peinent à convaincre de leur capacité à assurer un peu de promotion sociale.

Il est vrai que l'état de nos « cités », la situation de centaines de milliers de jeunes à l'abandon, sans formation ni emploi, le sentiment de plus en plus grand

qu'éprouvent ceux qui arrivent sur le marché du travail de devoir attendre sur la palier que les anciens daignent leur laisser une place, la précarisation de la jeunesse – que ce soit sur le plan professionnel, de l'habitat ou de la santé... avec ses conséquences dans le registre personnel et affectif comme sur l'engagement citoyen et la désaffection du politique -, tout cela ôte toute crédibilité au slogan ressassé de « l'égalité des chances » ! On nous dit, ici, qu'il faut « faire émerger un Einstein dans le 93 » : fort bien, mais personne ne croit que cela sauvera le 93 ! On nous explique, ailleurs, que l'assouplissement de la carte scolaire permettra aux familles défavorisées d'accéder, enfin, aux établissements des beaux quartiers, mais chacun sait bien qu'il vaut encore mieux payer un peu plus – quand on en a les moyens – pour accéder à certains établissements privés... et que, de toutes façons, la capacité à trouver la bonne stratégie scolaire – le bon établissement, la bonne filière, la bonne option - n'est pas équitablement répartie dans le champ social !

En réalité, la politique de « l'égalité des chances » qu'on nous présente comme un progrès et un moyen de restaurer l'autorité de l'École et des enseignants, est une terrible régression qui abolit l'autorité de l'institution comme de ceux qui la servent. Elle officialise le darwinisme éducatif : « *Tout le monde sur la même ligne de départ et que les plus adaptés survivent !* » Elle sacralise la compétition absolue, donc « la loi du plus fort » que l'institution scolaire a justement pour vocation de combattre au nom de l'égalité de dignité de tous et du droit de chacun à l'instruction et à l'émancipation. « L'égalité des chances » marque un abandon de la véritable promesse scolaire républicaine : « le droit à l'éducation et à une formation pour toutes et tous ». Et elle cautionne ainsi, en s'abritant derrière quelques initiatives de façade, l'abandon de la seule vraie politique digne des enjeux éducatifs de notre temps, celle qu'avait définie Jean Zay et engagée Alain Savary en 1981 : « Donner plus et mieux à ceux qui ont moins. »

Ainsi ne restaurera-t-on pas sérieusement et durablement l'autorité de l'École et des professeurs tant que l'on ne fera pas le choix politique essentiel de rebattre radicalement les cartes en matière d'éducation et de formation.

Il faut donner aux « zones d'éducation prioritaires » et au « quartiers sensibles » les moyens de politiques scolaires innovantes et exigeantes : avec des outils de travail de grande qualité, un investissement culturel important, des enseignants ayant bénéficié d'une vraie formation initiale pédagogique et accompagnés par une formation continue soutenue...

Il faut engager un plan d'action très volontariste, associant l'Etat, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux, autour d'un principe simple et structurant : « *pas un seul jeune de 16 à 25 ans sans formation ni emploi* ». Les Missions Locales – aujourd'hui en grande difficulté - doivent pouvoir disposer, sous l'autorité des Régions, de moyens renforcés. Elles doivent avoir une visibilité complète sur toutes les propositions possibles à faire aux jeunes et les aider ainsi à s'orienter au mieux : vers des études secondaires et universitaires (avec un vrai « droit au retour » quand on regrette d'avoir abandonné trop tôt), vers une formation professionnelle (et pas seulement en « apprentissage », car la voie scolaire, injustement décriée, offre de belles perspectives), vers des stages de découverte, des écoles de la deuxième chance, des chantiers d'insertion, des séjours à l'étranger, un service civique, etc. Et toutes ces « solutions » doivent bénéficier du même accompagnement social et financier : très vite, il faut qu'un « allocation de

formation » unique se substitue aux différents dispositifs existants (bourse, salaire de l'apprenti, rémunération de stagiaire de la formation continue, indemnités diverses, etc.).

Seule une société qui accueille dignement sa jeunesse et lui permet de se former de manière équitable a légitimité pour conférer à ses éducateurs et formateurs une véritable autorité : une autorité qui autorise, une autorité qui n'hésite pas à imposer des contraintes, mais de belles contraintes qui permettent à chacune et à chacun de se dépasser, d'être fier de lui ou d'elle, de s'engager et de réussir, au lieu d'être condamné à la marginalité, la précarité et l'exclusion.

Reconstruire la promesse pédagogique de l'École

Mais, si toute autorité éducative se fonde, structurellement, dans le projet qu'une société a pour sa jeunesse, toute autorité en éducation a besoin aussi – simultanément et solidairement – de donner sens, *hic et nunc*, au lien entre les générations et aux activités auxquelles elles se livrent ensemble. Car, aussi lisible et forte soit la promesse pour le futur, l'enfant ou l'adolescent ne peuvent vivre, s'investir, travailler - et, donc, sacrifier des satisfactions immédiates plus attractives et facilement accessibles – que si, là, tout de suite, ils en acceptent les contraintes fécondes. D'autant plus que l'on ne peut condamner les éducateurs – parents, enseignants ou formateurs – à passer leur temps à justifier toutes leurs exigences au regard d'un « intérêt » futur souvent très difficile à anticiper, surtout pour les jeunes les plus en difficulté.

C'est pourquoi le refus de la pédagogie – si bien porté dans l'intelligentsia – est particulièrement irresponsable. Avec un « esprit de sérieux » nourri, parfois, à de savantes références (Kant, Condorcet, Durkheim, Orwell, Arendt, etc.), on nous explique, en effet, aujourd'hui, que la pédagogie ne serait qu'une forme de renoncement, de démagogie, quand ce n'est pas de pédophilie ! De Jean-Paul Brighelli à Natacha Polony, de Jean-Claude Michéa à Rama Yade, trotskystes et sarkozystes, « républicains » et « libéraux », animateurs de télévision et intellectuels ombrageux, ils sont venus, ils sont tous là pour étriller les pédagogues et la pédagogie. En ignorant radicalement l'histoire de cette pédagogie, ses textes fondateurs comme l'œuvre de ses grandes « figures », ils nous expliquent, du haut de leur certitude ignorante, que la pédagogie place l'enfant et l'adulte sur un pied d'égalité absolue, renonce à toute transmission et réduit le maître à contempler béatement des aptitudes qui s'éveillent chez ces « petits chéris » ! Quelle inculture de la part de ceux et celles qui défendent le patrimoine et la culture ! On a honte pour eux ! Mais, comme la pensée simpliste trouve toujours, par les temps qui courent, des médias pour en faire des slogans stupides, nous voilà embarqués dans une terrible fuite en avant !

On passe ainsi à la trappe tout le travail pédagogique. Et, par sottise ou par paresse, on entretient des confusions systématiques. On s'aperçoit, en réalité, tout le travail de construction de l'autorité en éducation.

Ainsi, quand le pédagogue dit qu'il faut « motiver les élèves », son adversaire fait mine de croire qu'il veut s'assujettir à leurs « intérêts immédiats et spontanés » et renoncer à toute proposition nouvelle ! Alors que, tout au contraire, le pédagogue

propose de mettre toute son énergie, toute son intelligence et toute son imagination pour mobiliser ses élèves sur des objets culturels et des œuvres qui leur permettront de s'exhausser au-dessus de la situation dans laquelle ils se trouvent et dans laquelle il ne faut surtout pas les enfermer.

Quand le pédagogue explique qu'il faut enseigner « ce qui fait sens » pour l'enfant, son adversaire fait mine de croire qu'on ne doit lui apprendre que ce qu'il peut utiliser tout de suite dans sa vie quotidienne pour résoudre des problèmes matériels à très court terme ! Alors que, tout au contraire, le pédagogue travaille à rechercher des dimensions du sens capables de toucher le sujet dans ce qu'il a de plus universel : il cherche à le mobiliser en le confrontant aux questions fondatrices de la culture et ne répugne surtout pas à lui demander un effort dès lors qu'il s'agit d'entrer dans l'intelligence des choses humaines.

Quand le pédagogue parle de « rendre l'élève actif », son adversaire fait mine de croire qu'il veut promouvoir le bricolage généralisé... alors qu'il s'agit, tout au contraire, d'insister sur l'importance des activités mentales et d'un vrai travail intellectuel. Quand le pédagogue parle de mettre en place des « travaux de groupe », son adversaire fait mine de croire qu'on abandonne les élèves à eux-mêmes, sans objectif ni consigne... alors qu'il s'agit, tout au contraire, de concevoir des dispositifs structurés, à partir d'apports individuels maîtrisés et selon des règles de fonctionnement minutieusement élaborées.

Et, quand le pédagogue évoque, comme il le fait systématiquement, « la construction de la loi » par les élèves, son adversaire fait mine de croire qu'il renonce à l'exercice de son autorité, alors que, tout au contraire, il l'affirme... Il l'affirme en définissant clairement un objectif d'apprentissage. Il l'affirme en mettant en place une situation structurée et en construisant les rituels qui permettent la focalisation et soutiennent l'attention des élèves. Il l'affirme en garantissant le cadre et, en étant attentif, au sein de celui-ci, à l'accompagnement de chacune et de chacun. Il l'affirme par son exigence obstinée et son souci du progrès de tous. Il l'affirme par une évaluation rigoureuse qui permet à l'élève de repérer ses erreurs et de les dépasser. Il l'affirme en assumant clairement sa fonction de transmission et de démocratisation de l'accès aux savoirs.

Mais cette « autorité » de l'enseignant n'est pas une capacité innée. Et, quoique l'expression fasse sourire ici ou là, il faut reconnaître qu'il s'agit bien d'un « art de faire » et que celui-ci se forme et se travaille tout au long de la carrière. C'est pourquoi la suppression *de facto* de toute formation pédagogique des enseignants dans le cadre de la réforme des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) est une catastrophe. Privés de cette formation essentielle à l'exercice de leur autorité, les professeurs qui débarquent aujourd'hui dans les classes n'ont le choix qu'entre la dépression et la répression ! Le rétablissement d'une formation pédagogique de deux années en alternance est, aujourd'hui, un impératif, non seulement pour les élèves, mais aussi pour les enseignants eux-mêmes. Comme est une priorité absolue la reconstruction d'une formation continue totalement sinistrée depuis plusieurs années.

Et, pour que la formation soit efficace, pour que les enseignants puissent exercer leur autorité sereinement dans une École apaisée, il faut réinstitutionnaliser nos établissements. En lieu et place de la juxtaposition d'enseignements inarticulés,

pour lutter contre la fragmentation des horaires et des tâches, l'atomisation des relations et l'avachissement du cadre, il faut favoriser, partout où c'est possible, la constitution d'équipes d'enseignants prenant en charge ensemble un même groupe d'élèves bien identifiés. Il faut des « unités pédagogiques » à taille humaine où les adultes puissent, solidairement, incarner une institution, ses finalités et ses promesses ainsi que les contraintes nécessaires à son fonctionnement. C'est cela qui reconstruira l'autorité. La vraie.

-o0o-

Ainsi donc ceux qui dénoncent la crise de l'autorité sans en identifier les raisons font fausse route. Ils ne peuvent, quelles que soient leurs protestations de bonne foi par ailleurs, que recourir à l'exclusion pour maintenir un semblant d'ordre. Car, quand l'édifice s'écroule, on peut effectivement se contenter de nettoyer les abords et regarder les ruines avec la nostalgie d'un passé révolu... Ou l'on peut tenter de reconstruire une cohérence interne qui permettra à l'édifice d'accueillir plus et mieux, de garantir la qualité des activités qui s'y déroulent ainsi que la réussite de chacune et de chacun... C'est la situation de notre École aujourd'hui : « musée privé » ou « service public », elle est à la croisée des chemins.

L'autorité éducative n'est pas le problème des seuls enseignants et éducateurs. Sa crise ne renvoie ni à un complot « pédagogue », ni à une fatalité sociologique ; elle appelle, fondamentalement, un sursaut collectif : celui d'avoir ensemble le courage d'éduquer et de prendre, enfin, notre responsabilité à l'égard du futur. Il est temps.